

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-SIXIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
16e séance
tenue le
jeudi 24 octobre 1991
à 15 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA 16e SEANCE

Président : M. MPOZIEWICZ (Pologne)

SOMMAIRE

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2/750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/46/PV.16
4 novembre 1991

FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 25.

POINTS 47 A 65 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

Mme HASSAN (Somalie) (interprétation de l'anglais) : Pour commencer, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous adresser les félicitations sincères et chaleureuses de ma délégation à l'occasion de votre élection bien méritée à la présidence de cette importante commission. Votre élection est un hommage rendu à votre expérience et à l'habileté avec laquelle vous parcourrez les arcanes de la diplomatie internationale. Nous voudrions également féliciter les autres membres du Bureau.

Lorsque nous nous sommes rencontrés dans cette commission il y a un an, pour examiner le point important de l'ordre du jour consacré au désarmement, nous l'avions fait dans un climat international extrêmement favorable. Pour la première fois, le monde voyait la guerre froide et les affrontements du passé entre les deux superpuissances céder la place à une nouvelle ère de coopération et de compromis. Cette transformation importante du conflit idéologique Est-Ouest et de l'affrontement militaire a été symbolisée fort à propos par la chute du mur de Berlin.

Alors que nous nous réunissons ici aujourd'hui, il y a d'autres signes encourageants de détente de l'atmosphère mondiale, notamment en ce qui concerne l'élimination des armes de destruction massive. Ces faits positifs ont naturellement renforcé les espoirs de la communauté internationale de réaliser un monde plus sûr et plus pacifique.

Dans son rapport sur les travaux de l'Organisation, le Secrétaire général a dit ce qui suit :

"A l'échelle mondiale, il faut citer au nombre des priorités la recherche de nouvelles réductions stabilisatrices des armes nucléaires, le maintien du regain d'intérêt porté au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'arrêt de la prolifération incontrôlée des armes perfectionnées de destruction massive et de la technologie utilisée dans ce domaine, la conclusion rapide d'une convention sur l'interdiction totale des armes chimiques et le renforcement des obligations fondamentales découlant de la Convention sur les armes biologiques."

(A/46/1, p. 12)

Mme Hassan (Somalie)

A cet égard, nous nous joignons aux nombreux orateurs qui ont déjà applaudi à la signature du Traité sur la réduction des armes stratégiques, à Moscou le 31 juillet dernier, par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Ce Traité prévoit une réduction de 30 % de leurs arsenaux stratégiques. Un autre élément positif qui nous aidera, croyons-nous, à atteindre notre objectif ultime, c'est-à-dire le désarmement complet, est l'annonce faite récemment par le Président Bush qui a déclaré que les Etats-Unis avaient l'intention de procéder à une réduction unilatérale des missiles tactiques des Etats-Unis et la réaction du Président Gorbatchev qui a déclaré que l'Union soviétique agirait de même.

Bien que la communauté internationale ait encore un long chemin à parcourir pour atteindre ce louable objectif, ma délégation se réjouit des décisions annoncées par les deux dirigeants et pense que c'est un pas dans la bonne direction. Le désarmement nucléaire complet est toutefois inextricablement lié au Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires. Ma délégation partage l'avis exprimé à la Commission selon lequel en continuant à fabriquer des armes nucléaires sophistiquées, on ne fera qu'encourager la prolifération, ce qui risque d'annuler les efforts faits par la communauté internationale pour éliminer en fin de compte tous les types d'armes de destruction massive.

Dans le contexte des efforts faits sur le plan mondial pour réaliser le désarmement nucléaire grâce à la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans les différentes régions du monde, la question de la dénucléarisation de l'Afrique du Sud revêt une importance particulière. L'une des décisions prises au sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Abuja, au Nigéria, en juin dernier, traitait de la mise en oeuvre de la Déclaration du Caire de 1964 sur la dénucléarisation de l'Afrique. Ma délégation continue de penser qu'il sera impossible d'atteindre cet objectif tant que la capacité nucléaire déclarée de l'Afrique du Sud, qui présente un grave danger, en particulier pour la sécurité des Etats africains, ne sera pas annulée.

Il y a cependant des signes qui permettent de penser que la conclusion et la signature par l'Afrique du Sud de l'accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et son adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont diminué la menace posée par la

Mme Hassan (Somalie)

capacité nucléaire de ce pays. Ma délégation voudrait, cependant, rappeler à nouveau que toute complaisance de notre part sur cette question vitale sera dangereuse et préjudiciable à la paix et à la sécurité, non seulement des Etats africains mais aussi du monde entier.

Mme Hassan (Somalie)

Nous persistons donc à croire qu., malgré les mesures prises dans ce sens par l'Afrique du Sud - et que je viens de mentionner -, il est impératif pour la communauté internationale de surveiller de près et de façon constante l'évolution annoncée par ce pays de son programme nucléaire.

Ma délégation a lu le rapport de la Conférence du désarmement avec toute l'attention qu'il mérite. Nous avons également été encouragés d'entendre le Président de la Conférence, le représentant du Venezuela, nous dire que le principal aboutissement des discussions a été le travail accompli relativement à la structure préliminaire d'une convention multilatérale sur l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Nous partageons l'espoir et l'optimisme du Président de la Conférence du désarmement de voir conclure l'année prochaine un accord définitif sur la convention.

Nous sommes encouragés également de constater, à la lecture de sa déclaration, qu'en ce qui concerne la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, les délibérations du Comité spécial s'acheminent vers un dialogue ordonné et systématique. La Somalie a déclaré à maintes reprises qu'elle continuait à appuyer les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Par conséquent, nous nous joignons aux autres délégations pour nous opposer, conformément aux résolutions des Nations Unies à ce sujet, à l'extension de toute concurrence ou activité militaire à l'espace extra-atmosphérique.

Il est à peine nécessaire pour ma délégation de souligner le rôle important joué par les Nations Unies dans le domaine du désarmement. Nous aimerions saisir cette occasion pour rendre un hommage tout particulier au Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Akashi, et à ses collaborateurs dévoués, pour le rôle qu'ils continuent de jouer et pour leurs efforts visant au renforcement de ce rôle.

En conclusion, ma délégation estime qu'en dépit du climat favorable qui prévaut aujourd'hui sur le plan politique international - un climat nous permettant d'arriver à des décisions d'une grande portée dans un esprit de compréhension et de conciliation -, nous ne devons pas ignorer la menace non militaire qui existe parmi nous sous forme de graves déséquilibres socio-économiques. Il ne saurait y avoir de paix durable dans le monde si et

Mme Hassan (Somalie)

tant que de sérieux efforts ne sont pas déployés pour rétrécir, si pas combler, le fossé béant qui sépare les nantis et les déshérités dans le monde. Si nous ne le faisons pas, tous les bénéfices limités que nous avons atteints jusqu'ici, principalement dans le domaine du désarmement, sont menacés d'être réduits à néant.

M. CAMILLERI (Malte) (interprétation de l'anglais) : Etant donné que c'est la première fois que j'interviens devant cette commission, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que les autres membres du Bureau, à l'occasion de votre élection.

L'effet des profonds changements intervenus dans les relations Est-Ouest devient de plus en plus le point de départ des discussions à propos de l'état actuel et des perspectives de l'ordre international.

Au centre des événements récents, l'on trouve un nouvel esprit de confiance né entre les deux Etats qui possèdent de loin les deux arsenaux les plus puissants. Les racines de cette confiance sont complexes et variées.

Certains voient la longue période de détente et le processus d'édification de la confiance qui l'a accompagnée comme étant des facteurs importants de cette nouvelle situation. D'autres attachent une plus grande signification aux événements intérieurs survenus en Union soviétique et à l'effet qu'ont eu ces événements sur la politique étrangère de ce pays et sur la perception qu'en ont d'autres pays. Beaucoup sont persuadés que la cause essentielle de cette nouvelle évolution a été la faillite de l'idéologie du communisme et la disparition qui en est résultée du climat d'affrontement qu'elle entretenait.

Il est hors de doute que tous ces éléments ont joué un rôle. Des avis divergents quant à leur importance relative ainsi qu'à l'existence et le bien-fondé d'autres facteurs, continueront longtemps à colorer l'analyse de la portée et de la nature du nouvel ordre mondial que nous voyons naître.

Il y a aussi la reconnaissance inévitable du fait - souligné par la récente expérience dans le Golfe et les événements tragiques qui se déroulent actuellement en Yougoslavie - que la disparition de l'ancien affrontement n'est pas, en soi, une panacée à tous les maux dont souffre le monde.

La plupart sont donc d'accord pour penser que, quelle que soit la nature du nouvel ordre mondial, il s'accompagne à la fois de possibilités inattendues

M. Camilleri (Malte)

et de nouveaux défis, particulièrement dans les domaines relatifs au désarmement. Une tâche essentielle pour une commission comme la nôtre consiste à identifier de façon aussi précise que possible quelles sont les nouvelles possibilités et quels sont les nouveaux défis.

Un domaine dans lequel des changements très visibles et spectaculaires se sont produits est celui du désarmement nucléaire. On peut mesurer la nature fondamentale de ces changements par le fait que certaines décisions et certaines actions, inconcevables il y a quelques années à peine, sont maintenant considérées comme allant de soi.

En un laps de temps extrêmement court, le monde a vu intervenir un accord sur le démantèlement des armes nucléaires à portée intermédiaire et stratégiques. Il a appris que des décisions unilatérales avaient été prises concernant des réductions substantielles des armes nucléaires tactiques. Il a vu le retrait progressif des armements nucléaires du territoire de pays tiers. Il a été témoin des premières étapes du démantèlement des armes nucléaires en haute mer. Il y a même la perspective tentante d'une future coopération en matière de systèmes de défense contre les missiles balistiques.

Ces voix qui, il y a quelques années à peine, étaient tellement persuasives en recommandant la prudence - si ce n'est l'inaction - en matière de désarmement nucléaire, ou bien sont devenues totalement silencieuses, ou bien, lorsqu'elles s'efforcent de résister au cours des événements, sont rapidement noyées, comme ce fut le cas en Union soviétique en août dernier. Non moins surprenant est de voir se taire également les voix de certains de ceux qui condamnaient autrefois avec le plus de force le vieil ordre mondial fondé sur l'équilibre précaire de la méfiance et de la dissuasion par l'escalade nucléaire.

Malte se félicite sincèrement de cette évolution positive.

Nous sommes particulièrement heureux des décisions prises tant par les Etats-Unis que par l'Union soviétique de faire disparaître toutes les armes nucléaires tactiques des navires de surface et des sous-marins de combat. Nous pensons que cette décision contribuera certainement de façon positive à la sécurité et à la stabilité dans des régions maritimes fermées comme la Méditerranée où, en plus d'autres considérations, la présence d'armements nucléaires comporte des risques exceptionnels pour les populations du littoral.

M. Camilleri (Malte)

Nous respectons la sagesse et le courage des dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui ont pris les premières décisions les plus cruciales pour lancer le processus du désarmement nucléaire. Nous les encourageons vivement à rester dans la voie qu'ils ont choisie. Ils ont certainement reconnu, au même titre que n'importe qui, combien il reste encore à faire pour assurer une stabilité réelle et durable dans les relations internationales.

Nombreux sont ceux qui ont dit à bon droit que la sécurité mondiale ne peut être garantie exclusivement par des actes unilatéraux ou bilatéraux. Il vient un moment où toute la communauté internationale doit prendre part au processus en cours. C'est dans ce contexte qu'il faut commencer à rechercher les nouvelles possibilités qui sont créées et les défis qui se profilent dans leur sillage.

Dans le domaine du désarmement nucléaire, Malte espère que le nouvel environnement international donnera une impulsion nouvelle à des efforts entrepris de longue date dans trois domaines connexes, à savoir : l'interdiction complète des essais, la non-prolifération et la création de zones exemptes d'armes nucléaires.

Les arguments en faveur de la cessation de tous les essais nucléaires sont pressants, à la fois pour des raisons de sécurité et d'environnement. L'Union soviétique a fait un premier pas très bienvenu en déclarant un moratoire unilatéral d'un an. Le niveau et le perfectionnement des arsenaux nucléaires existants des grandes puissances devrait leur permettre d'étendre bientôt au plan horizontal l'idée d'un moratoire. Ce serait là un pas important vers un accord devant intervenir plus tard en vue de transformer le Traité partiel existant en un Traité d'interdiction complète des essais.

De son côté, une interdiction complète des essais nucléaires donnerait de la force et de la crédibilité au processus de non-prolifération nucléaire. Dans ce contexte, nous nous joignons à d'autres membres de la Commission pour saluer les récentes accessions au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et la décision de principe de la Chine, de la France et d'autres Etats d'y adhérer également.

La non-prolifération est un domaine où le besoin se fait sentir de façon évidente d'une action collective allant au-delà des actions unilatérale ou bilatérale des grandes puissances. C'est aussi un domaine dans lequel les

M. Camilleri (Malte)

avantages de la nouvelle atmosphère de confiance entre les deux superpuissances ne sont pas transférables automatiquement, c'est bien évident, au reste de la communauté internationale.

Deux obstacles, parmi beaucoup d'autres, se dressent sur le chemin de la réalisation d'un régime de non-prolifération efficace et crédible. Il y a, d'une part, les incertitudes créées par les parties au TNP qui cherchent à exploiter les limites du régime actuel de garanties, et, d'autre part, les préoccupations tout autant déstabilisantes engendrées par le fait que certains Etats, qui sont à même, de toute évidence, de fabriquer des armements nucléaires, ne sont toujours pas prêts à adhérer au TNP.

M. Camilleri (Malte)

La communauté internationale a montré qu'elle était capable aujourd'hui de faire preuve de volonté politique pour dénoncer et inverser les cas flagrants de non-respect. Elle devrait adopter une attitude non moins énergique à l'égard des pays qui cherchent à camoufler leurs activités en matière de fabrication d'armes nucléaires derrière leur décision de ne pas participer au TNP. Le meilleur moyen de parvenir à l'objectif final serait de combiner diverses mesures qui conféreraient une crédibilité accrue au rôle des grandes puissances, notamment des garanties de non-recours contre les Etats ne possédant pas ce type d'armes, tout en éliminant ou en réduisant substantiellement les risques découlant du non-respect ou de la non-participation.

Avec la disparition de l'affrontement Est-Ouest, bon nombre des facteurs qui permettaient, qui encourageaient peut-être même le non-respect ou la non-participation, ont aujourd'hui disparu. N'étant plus astreints aux nombreuses considérations stratégiques globales qui leur étaient imposées, les pays de différentes régions peuvent maintenant poursuivre plus librement leur objectif : arriver à un accord sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires. La création de ces zones est un accompagnement important, voire indispensable, au processus plus large de la non-prolifération nucléaire. Nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience positive des pays d'Amérique latine à cet égard.

Dans l'esprit de certains, les armes nucléaires ont acquis une sorte de légitimité macabre dans la philosophie de la dissuasion - encore que ce raisonnement soit particulièrement douteux au niveau régional. Aucune de ces considérations ne peut être invoquée en ce qui concerne les armes chimiques ou biologiques.

Le processus de la recherche d'un accord sur une interdiction globale, réellement vérifiable et complète des armes chimiques est déjà très avancé à la Conférence du désarmement - le seul domaine malheureusement où la Conférence semble progresser un tant soit peu. Malte se félicite des progrès qui ont déjà été enregistrés dans ce domaine et demande instamment à toutes les parties intéressées de n'épargner aucun effort pour parvenir à un accord sur les problèmes restants, notamment la vérification.

M. Camilleri (Malte)

Tout aussi important à notre avis est le processus du renforcement du régime actuel de vérification et de limitation au titre de ce qui demeure le principal traité de réduction des armements ouvert à la participation universelle - la Convention sur les armes biologiques.

En réfléchissant à ces questions, on se dit tristement que l'humanité pourra plus jamais ignorer aucun des secrets destructeurs qu'elle a découverts. Mais elle peut apprendre à agir collectivement pour éliminer les menaces que cette découverte fait peser sur sa propre survie.

Les problèmes liés aux armes classiques ne peuvent être considérés en termes aussi cataclysmiques. La réduction du niveau des armes classiques reste néanmoins un objectif de taille au vu de la nécessité du renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

Nombre de délégations qui ont pris la parole à la Commission ont fait remarquer que l'un des résultats regrettables de la fin de la guerre froide semble avoir été de déclencher des querelles ethniques, politiques et territoriales restées en veilleuse ces 50 dernières années. Peut-être est-il prématuré de conclure que l'avalanche de nouveaux problèmes qui ont surgi, surtout en Europe, font plutôt partie intégrante du nouvel ordre international au lieu d'être un processus d'ajustement naturel, encore que temporaire, aux réalités nouvelles.

Cependant, quelle que soit leur signification à long terme, l'apparition de ces nouveaux problèmes, jointe aux problèmes plus anciens et non résolus qui sévissent dans de nombreuses parties du monde, souligne la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour accroître la sécurité et la stabilité. Ces mesures comprennent une action au niveau international, grâce notamment au renforcement de l'efficacité du rôle préventif et de maintien de la paix des Nations Unies faisant intervenir à la fois le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Ces mesures comprennent également une action au niveau régional, où le rôle joué dans le domaine de l'instauration de la confiance et de la sécurité ainsi que du désarmement - sur le modèle de celui joué avec tant de succès par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - est désormais bien établi. Ces mesures comprennent aussi une action tendant à réduire le niveau des armes classiques partout dans le monde.

M. Camilleri (Malte)

La question des niveaux des armes classiques retient particulièrement l'attention cette année à la Commission au vu de la proposition dont nous sommes saisis concernant l'établissement d'un registre des transferts d'armes. On reconnaît généralement que les mesures propres à accroître la transparence des niveaux d'armements classiques sont en soi d'utiles mesures de confiance et de sécurité. Ces mesures encouragent aussi le processus de réduction des armements classiques. Les avis sont toutefois partagés quant à savoir si la création immédiate d'un registre sur les transferts d'armes constitue ou non la mesure la plus efficace dans ce sens.

Malte se félicite de l'étude du Secrétaire général sur les moyens de favoriser la transparence des transferts internationaux d'armes (A/46/301). Le rapport rappelle qu'en 1968 déjà, Malte avait parrainé un projet de résolution demandant au Secrétaire général d'établir la position des Etats Membres quant à l'idée d'un registre des Nations Unies pour les transferts d'armes. Prenant la parole à l'Assemblée en 1965, un an seulement après l'entrée de Malte à l'Organisation, notre Premier Ministre de l'époque, M. George Borg-Olivier, parlant de désarmement, a dit :

"L'une de ces mesures consisterait à faire connaître publiquement et, par conséquent, à contrôler indirectement les transferts d'armements entre les Etats." (A/PV.1359, par. 14)

Aujourd'hui, nous appuyons la proposition d'établissement d'un registre des transferts d'armes. Nous le faisons en sachant très bien que les transferts d'armes ne sont qu'un aspect de toute la question des niveaux d'armements. Il y a les aspects tout aussi importants de la fabrication et du stockage, ainsi que la question connexe du transfert des technologies, qu'il conviendra de traiter également.

Nous ne voyons cependant pas pourquoi tous ces aspects devraient être traités ensemble ou pas du tout. Nous comprenons encore moins pour quelle raison la question des niveaux des armes classiques devrait absolument être examinée avec la question des armes de destruction massive, y compris les armements nucléaires.

La question de l'établissement d'un registre des transferts d'armes est une question extrêmement délicate à de nombreux égards, s'agissant notamment des préoccupations de souveraineté nationale et du droit de légitime défense,

M. Camilleri (Malte)

ou s'agissant des aspects de sécurité régionale ou des incidences à long terme de la question du transfert des technologies et de son utilité pour le développement.

Compte tenu de ces considérations, il est indispensable que la décision d'établir le registre, et à quelle date notamment, tienne compte des préoccupations légitimes de toutes les parties. Cela étant, à l'étape actuelle tout au moins, le registre étant volontaire, il ne pourra être effectif que si la décision de sa création est le résultat d'un véritable consensus. Nous prions instamment toutes les parties intéressées d'oeuvrer de manière constructive à la réalisation de ce consensus.

Nombre des délégations qui ont pris la parole à la Commission et ailleurs ont parlé des liens qui continuent d'exister entre les questions de désarmement et de développement, ainsi que du bien-fondé des considérations d'ordre écologique à cet égard. On se rend compte de plus en plus que le nouvel esprit de confiance et de coopération qui a remplacé le soupçon et l'affrontement dans nombre d'aspects importants de la vie internationale peut contribuer de manière significative à la réalisation d'un accord en vue d'une utilisation meilleure et plus rationnelle des ressources mondiales, au profit de la sécurité et du bien-être à long terme de tous les peuples.

Cependant, on est douloureusement conscient aussi de ce que la communauté internationale n'est pas encore tout à fait arrivée à saisir les nouvelles occasions qui se présentent à elle - que nous n'avons pas encore trouvé le bon moyen d'exploiter avec succès l'immense potentiel qui s'offre à nous. Ma délégation espère que notre commission pourra contribuer, modestement peut-être mais utilement, à la réalisation de cet objectif en convenant de méthodes de travail qui donneront plus de pertinence à ses débats et plus d'efficacité à ses décisions. Nous sommes prêts à coopérer à tous les efforts entrepris dans ce sens.

M. AIT CHAALAL (Algérie) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous présenter à vous-même ainsi qu'aux autres membres du Bureau les félicitations les plus chaleureuses de la délégation algérienne. Votre élection à cette charge est pour nous un gage de succès dans nos travaux. Je voudrais vous assurer de notre entière coopération dans l'accomplissement de votre haute mission.

M. Ait Chaalal (Algérie)

La délégation du Royaume du Maroc a déjà eu à s'adresser à cette commission au nom des pays membres de l'Union du Maghreb arabe, et elle a exprimé les vues d'ensemble de notre Union sur les questions de désarmement. Je souhaiterais, pour ma part, évoquer certains aspects particuliers qu'il me semble important de développer afin de mieux expliciter les positions de mon pays.

S'il est un domaine des relations internationales où l'évolution historique a produit des résultats positifs et ouvert la voie au lancement d'initiatives importantes, c'est bien celui du désarmement. Les accords se succèdent, et chaque jour de nouvelles propositions sont avancées pour réduire le potentiel nucléaire existant et tenter par là même d'éloigner le risque d'une conflagration dont toute l'humanité aurait à payer le prix.

M. Ait Chaalal (Algérie)

Ainsi, depuis la signature du premier accord de désarmement nucléaire en décembre 1987, deux nouveaux traités ont été conclus, le premier portant sur les armes conventionnelles en Europe, le second signé entre l'URSS et les Etats-Unis et portant sur les armes nucléaires stratégiques. Plus récemment encore, des propositions tendant à réduire le potentiel nucléaire tactique ont été avancées par les Etats-Unis et favorablement accueillies par l'Union soviétique qui a, de son côté, fait des propositions constructives renforçant ainsi la dynamique du désarmement. Nous espérons qu'un accord sur ces armes sera rapidement finalisé entre ces deux pays et que d'autres initiatives suivront.

L'Algérie se réjouit de cette évolution positive en matière de désarmement nucléaire, même si nous sommes conscients que beaucoup reste à faire, particulièrement au plan multilatéral, pour parvenir à une élimination totale et définitive de la menace nucléaire.

Nous nous en réjouissons, d'abord, parce que ces accords et propositions portent sur le désarmement nucléaire qui est, et qui restera la priorité absolue, comme l'indiquent le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Ensuite, ces mesures de désarmement viennent exprimer de la manière la plus concrète possible les progrès réalisés sur la voie de l'assainissement des relations internationales par la promotion du dialogue et de la coopération comme moyens de règlement des différends. Enfin, nous nous réjouissons de cette évolution parce que ces mesures de désarmement, aussi partielles soient-elles, en considération de l'oeuvre immense à accomplir, serviront à maintenir le momentum pour des actions touchant à d'autres aspects du désarmement, et à étendre le processus à tous les pays.

Aussi méritoire soit-elle, l'oeuvre de désarmement jusque-là accomplie est toutefois loin de répondre à toutes nos espérances. A cela, il y a plusieurs raisons, et je citerai quelques-unes.

La première est que ce qui a été réalisé, s'est fait, pour l'essentiel, dans un cadre strictement bilatéral, et nous regrettons vivement que le cadre multilatéral de négociation soit, pour le moins, marginalisé.

La seconde raison est que les accords finalisés portent uniquement sur des mesures de réduction, voire de déclassement des arsenaux nucléaires et

M. Ait Chaalal (Algérie)

non pas sur des mesures radicales tendant à l'élimination complète de l'arme nucléaire.

La troisième raison est que, jusqu'à présent, aucun progrès n'a été réalisé en vue de la négociation sur des aspects très importants du désarmement, comme l'interdiction complète des essais nucléaires, la course aux armements dans l'espace, ou le désarmement naval.

La quatrième et dernière raison que je voudrais évoquer ici est le fait qu'en même temps que le cadre multilatéral de négociation en matière de désarmement est marginalisé, certaines initiatives impliquant les Nations Unies sont lancées en l'absence de consensus autour de leur caractère prioritaire ou urgent.

En s'adressant à l'Assemblée générale, le 27 septembre dernier, M. Lakhdar Brahimi, Ministre des affaires étrangères, a annoncé l'adhésion de l'Algérie, dans un premier temps, à quatre instruments multilatéraux de désarmement. Permettez-moi de rappeler ici ces instruments. Il s'agit : du Protocole de Genève sur la prohibition de l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et des moyens bactériologiques; du Traité portant interdiction de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que leur sous-sol; de la Convention portant interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou à toutes autres fins hostiles; du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

L'adhésion de mon pays à ces accords se veut, autant une contribution à l'oeuvre universelle de désarmement qu'une reconnaissance à la fois des mérites de ce qui a été déjà réalisé et de la nécessité de réaliser autour de cette oeuvre un consensus aussi général que possible pour en garantir l'application la plus stricte possible.

Si la recherche de l'universalité en matière de désarmement est un objectif louable en soi, cette préoccupation ne doit pas occulter les autres éléments qui entrent en ligne de compte dans la définition des positions des Etats à l'égard des instruments de désarmement. S'il est légitime de souhaiter que tous les pays se joignent à l'oeuvre de désarmement, il nous paraît aussi vital que soient préalablement réunies les conditions adéquates

M. Ait Chacal (Algérie)

pour une universalisation des accords en vigueur, notamment une application égale et non discriminatoire de toutes leurs dispositions ainsi qu'un équilibre entre les obligations des Etats parties.

Compte tenu de ses options fondamentales, l'Algérie a choisi de développer la recherche pour une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire dans divers domaines d'activités socio-économiques. D'ailleurs, ce programme de recherche, mené dans la transparence, est soumis unilatéralement au régime de contrôle de l'AIEA, avec laquelle mon pays entretient depuis des années une coopération fructueuse. C'est pour quoi une attitude de réserve de notre part à l'égard d'un instrument multilatéral, quel qu'il soit, ne doit en aucun cas donner lieu à des interprétations erronées et parfois tendancieuses frappant de suspicion toute initiative légitime d'acquisition et de maîtrise du progrès scientifique et technique pour les besoins stricts de développement.

En tant que membre de la Conférence du désarmement, l'Algérie est partie prenante à la négociation en cours en vue de la finalisation d'une convention internationale portant sur l'interdiction complète de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

Les progrès réalisés dans la négociation de cette convention, grâce notamment à l'initiative importante annoncée en mai dernier par le Président Bush et qui a permis de lever certains obstacles de taille, ainsi que l'accord qui se dessine sur certains aspects encore controversés, devraient faciliter la conclusion de cet instrument capital en 1992.

M. Ait Chaalal (Algérie)

Dans cette perspective, mon pays ne ménagera aucun effort pour que cet objectif se concrétise au cours de l'année prochaine.

Que le projet de convention globale sur les armes chimiques aboutisse, et dans les délais désormais impartis, cela ne peut que nous réjouir et nous donner l'espoir que la Conférence du désarmement puisse enfin être réhabilitée dans son mandat originel et réaliser les mêmes progrès dans la négociation sur les autres questions inscrites à son ordre du jour. Toutefois, la conclusion d'une convention internationale ne devrait pas, à notre sens, contrarier l'exigence du développement et l'accès à la technologie dans le domaine des industries chimiques.

Le système de vérification à mettre en place ne devrait pas se transformer en entrave insurmontable à l'essor des industries chimiques des pays en développement, ni un moyen de contrôle de celles-ci. Seule la satisfaction de cette condition primordiale peut garantir l'adhésion universelle à la future convention.

En matière de désarmement, l'approche globale de l'Algérie procède d'une ligne politique constante, confortée d'ailleurs par les développements intervenus ces dernières années sur la scène internationale.

Notre position en la matière est que les mesures de confiance et de désarmement sont l'aboutissement d'un dialogue fécond visant à l'apaisement, à l'assainissement préalable des relations entre les Etats et au règlement des conflits et différends qui sont à l'origine des tensions. L'exemple de l'Europe et des relations Est-Ouest est, à cet égard, assez édifiant. C'est la volonté clairement affirmée d'atténuer les divergences politiques et les antagonismes d'antan qui a permis la réalisation d'énormes progrès dans le domaine du désarmement.

Ceci pour dire que toute initiative en matière de désarmement, quels qu'en soient les mérites intrinsèques et quelles que soient les motivations de ses promoteurs, doit s'inspirer, d'abord et avant tout, de la réalité de l'environnement politique, de ses exigences et de ses contraintes. Cette réalité impose que soient préalablement réglés, dans un cadre global qui tienne compte de toutes les dimensions de la question, les problèmes de nature politique qui entravent l'instauration d'une paix véritable et d'une sécurité durable dans telle ou telle région.

M. Ait Chaalal (Algérie)

A cet égard, l'initiative prise il y a quelques mois par les grandes puissances tendant à établir des règles pour le contrôle des armements au Moyen-Orient ne nous paraît pas de nature à constituer, à elle seule, une réponse idoine aux problèmes de cette région. Des aspects très importants sont passés sous silence, comme les capacités nucléaires d'Israël, qui représentent une menace réelle pour la paix et que le régime israélien refuse obstinément de placer sous le contrôle de l'AIEA. De plus, ces initiatives sont lancées sans qu'aucune concertation n'ait été engagée préalablement avec les Etats concernés, comme si ces derniers n'avaient pas le droit de se prononcer sur les mesures envisagées qui engagent leurs besoins de sécurité, et donc leur avenir.

De même, la proposition de l'établissement d'un registre des transferts des armes classiques mérite qu'on s'y attarde. En effet, là encore, nous devons nous attaquer, en priorité, aux causes qui sont à l'origine de l'accumulation des armements, notamment dans les pays en développement. De plus, si la transparence doit être appliquée aux transferts d'armes, elle doit l'être aussi pour tous les autres aspects liés à cette question, à savoir la production de ces armes, les stocks constitués et les transferts de technologie dans le domaine militaire. Il doit être aussi impérativement tenu compte des besoins de défense des Etats par rapport aux menaces qui pèsent sur leur sécurité et des réalités politiques de chaque région. La transparence dans le transfert des armes de destruction massive devrait aussi être un objectif à atteindre.

C'est pourquoi ma délégation estime qu'un effort supplémentaire de réflexion doit être entrepris, dans le cadre approprié et en coopération avec tous les Etats, pour que cette question soit examinée en profondeur, compte tenu notamment des priorités du désarmement général et complet, des besoins de défense des Etats et de l'ensemble des aspects liés à cette question. C'est là, nous semble-t-il, une exigence incontournable si l'on veut parvenir à un consensus aussi large que possible sur ce problème, condition sine qua non pour la mise en oeuvre efficace des mesures à envisager. Un moyen de réaliser un tel consensus sur les questions de désarmement nous semble être l'implication de l'ONU dans toutes les phases du processus de négociation de l'ensemble de ces questions.

M. Ait Chaalal (Algérie)

Pour conclure, je voudrais dire tout l'espoir que nous nourrissons pour une répartition équitable des dividendes de la paix, une paix tributaire d'abord de la recherche de règlements justes et durables aux conflits dont souffrent de nombreux peuples à travers le monde, de la promotion d'un véritable développement dans les pays du tiers monde, d'une désescalade vigoureuse dans la course aux armements et, enfin, de la transition vers un système de relations internationales gouverné par les vertus du dialogue, de la compréhension mutuelle et de la coopération.

M. BILOA TANG (Cameroun) : La délégation du Cameroun s'associe avec plaisir aux félicitations chaleureuses adressées à vous-même et aux autres membres du Bureau à l'occasion de votre élection. Nul doute que sous votre présidence, notre commission pourra oeuvrer toujours plus efficacement au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Soyez donc assuré de notre entière coopération dans cette entreprise.

Plus que l'an dernier à pareille époque, les travaux de notre commission se tiennent à une période historique favorable, où l'amélioration des relations Est-Ouest et du climat international en général se traduit par de nouvelles initiatives dans le domaine du désarmement : la conclusion de l'Accord START - Traité sur la réduction des armes stratégiques - par Washington et Moscou; la décision américaine d'éliminer toutes les armes nucléaires tactiques basées à terre et sur mer en Europe et en Asie et de négocier des réductions substantielles des missiles balistiques à portée intermédiaire, et la proposition soviétique réciproque participent de la volonté des deux grandes puissances d'amorcer des avancées significatives dans le domaine du désarmement.

Le Cameroun salue ces mesures de nature à promouvoir la paix et la sécurité internationales, encourage la poursuite d'autres initiatives de ce genre en vue d'une réduction plus significative des armes conventionnelles et de destruction massive afin de les maintenir à un niveau minimum de défense.

M. Biloa Tang (Cameroun)

Nous pensons en effet que la communauté internationale doit oeuvrer sans relâche pour conforter l'actuel climat de détente propice à la réalisation des objectifs communs poursuivis dans le domaine du désarmement et qui sont restés trop longtemps hypothéqués par la guerre froide.

C'est pourquoi le Cameroun estime que les initiatives unilatérales et bilatérales dans le domaine du désarmement, aussi louables qu'elles soient, gagneraient à être complétées par une approche globale, multilatérale et consensuelle. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies nous paraît constituer le cadre le plus approprié pour l'examen de la question du désarmement qui est l'affaire de tous.

Face au constat toujours inquiétant de la possession d'arsenaux nucléaires immenses et d'autres armes de destruction massive par de nombreux Etats, il nous paraît nécessaire et souhaitable d'aborder le problème du désarmement selon une approche intégrée si l'on veut freiner la course aux armements et accélérer le processus de réduction des armements et de désarmement : les efforts déployés au niveau multilatéral à cet égard rencontrent notre soutien actif.

C'est notamment dans cet esprit que le Cameroun appuie la recommandation relative au rétablissement du Comité ad hoc de la Conférence du désarmement dans la perspective d'une interdiction des essais nucléaires en 1992. Nous souhaitons que les travaux dudit comité permettent l'élaboration d'un traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires.

Nous nous félicitons également du fait que plusieurs pays ont permis d'élargir le caractère d'universalité du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires : nous saluons à cet effet les décisions prises par la France, la Chine, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe et nous espérons que les Etats qui ne l'ont pas encore fait se joindront au reste de la communauté internationale pour bâtir un monde exempt d'armes nucléaires.

En outre, le Cameroun est favorable à l'élargissement du Traité sur la non-prolifération, à la convocation de la Conférence de 1995 y relative et dont les préparatifs devraient commencer en 1993.

Les armes de destruction massive que sont les armes chimiques et biologiques méritent également l'attention de la communauté des nations. Le Cameroun, qui apporte son appui à l'élaboration en cours d'une convention sur

M. Biloa Tang (Cameroun)

les armes chimiques, espère donc que les obstacles au régime de la vérification qui empêchent les progrès nécessaires vers un règlement final feront l'objet de compromis et qu'un accord pourra être réalisé à la Conférence de 1992.

Nous souhaitons par conséquent que la future convention sur les armes chimiques connaisse une adhésion universelle, et ceci sans préjudice de la possibilité pour les pays du tiers monde en particulier de développer une industrie chimique à des fins pacifiques.

Le Cameroun apporte également son soutien aux conclusions de la troisième Conférence d'examen des Etats parties à la Convention sur les armes biologiques et dont la déclaration réaffirme notamment que l'adhésion universelle à la Convention renforcerait la paix et la sécurité internationales.

En raison de l'intérêt que revêtent les questions de désarmement, nous estimons que la participation de tous les Etats à toutes les étapes des négociations sur ces questions au niveau des différentes structures multilatérales mises sur pied à cet effet est hautement souhaitable. Aussi réitérons-nous notre appel dans le sens de l'élargissement de la composition de la Commission du désarmement.

Par ailleurs, nous avons accueilli favorablement la décision prise à la session de juin 1991 tenue à Genève portant sur l'amélioration du fonctionnement de la Conférence du désarmement. Par cette décision, les Etats non membres invités à la Conférence pourront dorénavant prendre part aux réunions plénières et aux délibérations des organes subsidiaires.

Sur un autre plan, l'une des leçons de la guerre du Golfe est qu'un contrôle du transfert des armes est souhaitable si l'on veut empêcher une prolifération désordonnée de ces armes.

Le Cameroun approuve donc le principe de l'institution sous les auspices des Nations Unies d'un registre universel et non discriminatoire sur le transfert des armes conventionnelles.

Mais la mise en oeuvre d'un tel registre posant des problèmes, nous pensons que toutes les propositions avancées dans ce contexte devraient être examinées dans un esprit réaliste et d'ouverture afin de parvenir à un compromis satisfaisant.

M. Biloa Tang (Cameroun)

Dans son importante allocution devant cette commission, M. Yasushi Akashi, Secrétaire général adjoint pour les affaires de désarmement, a déclaré que la communauté internationale doit adopter une approche multidimensionnelle de la paix et de la sécurité dans laquelle l'aspect militaire serait examiné en relation avec d'autres priorités telles que le développement, l'environnement et la protection des droits de l'homme.

Pour sa part, le Cameroun a toujours fait sienne cette préoccupation, notamment lorsqu'il a suggéré la relation désormais acceptée et établie entre désarmement et développement. En effet, le renforcement de la sécurité à un niveau minimum de défense permettrait de réaliser des économies substantielles pouvant être transférées au développement socio-économique et à la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le désarmement ne peut produire les effets escomptés que s'il aboutit à l'établissement de la confiance entre les Etats.

C'est pourquoi, tout en poursuivant l'objectif final de désarmement global, le Cameroun encourage toutes les initiatives visant à promouvoir le désarmement au plan régional, qui est un facteur essentiel de la paix et de la sécurité internationales.

C'est dans cette perspective que mon pays a abrité du 17 au 21 juin dernier à Yaoundé un séminaire-atelier sur la solution des conflits, la prévention et la gestion des crises et le renforcement de la confiance entre les Etats membres de la communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Ce séminaire, organisé par le Département des affaires de désarmement du Secrétariat général des Nations Unies, en collaboration avec le Gouvernement du Cameroun, a regroupé dix pays de la sous-région.

Je tiens ici à remercier l'ONU, plus spécialement le Secrétaire général adjoint M. Akashi et à lui renouveler la disponibilité du Cameroun à coopérer avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement.

Les participants au séminaire-atelier de Yaoundé ont émis le vœu que la communauté internationale continue à apporter son appui à la vaste entreprise initiée par les Etats de l'Afrique centrale et qui devrait aboutir : à la conclusion d'un pacte de non-agression et à l'adoption d'instruments juridiques portant sur un système d'assistance mutuelle et de défense collective aux plans sous-régional et régional; à la création, dans le cadre

M. Biloa Tang (Cameroun)

des formations universitaires ou militaires existantes dans la sous-région, d'un centre d'études stratégiques, et à l'établissement de la coopération sous-régionale en matière de formation militaire; à l'organisation d'exercices militaires conjoints et de patrouilles mixtes - cela se fait déjà -; à la création, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'un comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité; à l'intensification de la présence diplomatique effective de chaque Etat dans tous les autres pays de la sous-région - cela se fait déjà autant que possible -; à la réduction des budgets militaires et de sécurité et à l'affectation des ressources ainsi dégagées au développement socio-économique et notamment aux projets de développement régionaux et nationaux; à l'établissement de lignes rouges entre les chefs d'Etat ou de gouvernement; et au renforcement de la coopération économique, tel que prévu dans le traité portant institution de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

M. Bilou Tang (Cameroun)

Les conclusions du séminaire-atelier de Yaoundé, déjà communiquées au Secrétaire général des Nations Unies, feront le moment venu l'objet d'un projet de résolution, au nom de tous les pays de la sous-région, et nous avons bon espoir de voir ce projet de résolution recueillir l'appui unanime de cette commission et, plus tard, de l'Assemblée générale.

Enfin, la situation internationale actuelle suscite de nombreux espoirs qui sont autant de défis à l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement.

Le Cameroun, qui est un petit pays, estime que les Nations Unies doivent continuer d'être le cadre privilégié dans lequel doivent se négocier toutes les questions faisant l'objet des préoccupations communes de l'ensemble des nations. Nous devons donc tout mettre en oeuvre pour que le rôle des Nations Unies soit renforcé. Pour sa part, le Cameroun ne ménagera aucun effort pour apporter sa modeste contribution à cette fin.

M. GARCIA MORITAN (Argentine) (interprétation de l'espagnol) :
Monsieur le Président, je voudrais dire toute la satisfaction de ma délégation de voir le représentant de la Pologne, dont le cheminement politique est bien connu, à la présidence de notre commission, et ce n'est pas fortuit s'il s'agit de la Première Commission de l'Assemblée générale.

Je voudrais également exprimer nos remerciements au Secrétaire de la Commission, M. Kheradi, qui est en quelque sorte le fil conducteur et continu de l'effort multilatéral que nous poursuivons chaque année dans cette salle.

Ce faisant, je voudrais tout particulièrement exprimer la reconnaissance de mon gouvernement au Département des affaires de désarmement des Nations Unies dans son ensemble, en particulier au Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, l'Ambassadeur Yasushi Akashi, qui, ces 10 dernières années, a oeuvré avec dévouement et efficacité au service de la cause du désarmement.

La présence toujours plus active des Nations Unies dans ce domaine est essentielle. Je dirai même qu'elle est cruciale dans la configuration d'un cadre multilatéral renouvelé et d'un processus actif de négociation en matière de désarmement.

Récemment j'ai eu la satisfaction de présider la troisième Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes biologiques et je

M. Garcia Moritan (Argentine)

dois faire remarquer, à titre personnel, que de nombreux Etats parties sont redevables aux Nations Unies du succès de cette réunion. Il faut saluer particulièrement le travail admirable du Secrétaire général de la Conférence, M. Sammy Kum Buu, de toute son équipe et de la division du Département des affaires de désarmement, dirigée avec une efficacité exemplaire par l'Ambassadeur Berasategui.

De même, la présence à la tribune du Secrétaire général de la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Komatina, revêt une importance particulière qu'il convient de souligner. Il faut également reconnaître que le Secrétaire général de la Conférence a accompli un travail unique et important au cours des processus de négociation et, dans ce contexte, l'Ambassadeur Komatina, en sa double qualité de Représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies et de Secrétaire général de la Conférence, tant à des étapes complexes de la Conférence qu'aujourd'hui où nous nous acheminons vers des négociations fructueuses en matière d'armes chimiques, s'est acquitté de sa tâche de façon remarquable. Le nom de l'Ambassadeur Komatina figure déjà dans les annales de l'histoire de la diplomatie multilatérale en tant que l'un des plus grands diplomates de cette partie du siècle.

La régularité de notre rencontre annuelle à la Première Commission, en plus de répondre à la logique d'un calendrier de réunions, nous permet de prendre des distances par rapport aux événements passés et de les évaluer dans le contexte de nos travaux. Il y a deux ans, le leitmotiv des interventions était bien sûr les changements qui intervenaient en Europe orientale et qui, par leur influence directe sur l'évolution de l'affrontement stratégique Est-Ouest, ont neutralisé l'importance de cet affrontement et nous ont fait prendre conscience qu'il était nécessaire de réexaminer totalement les caractéristiques et la portée de l'ordre du jour multilatéral en matière de sécurité.

En 1990, nous sommes venus ici en retenant notre souffle, vu la possibilité alors, qui s'est ensuite concrétisée, d'un affrontement armé dans le Golfe, et en nous demandant quel serait l'effet de cette crise dans le contexte prometteur qui se dessinait en matière de désarmement et de sécurité.

Aujourd'hui, malgré cette crise qui, au moins dans ses aspects les plus graves, a pu être surmontée, nous devons relever de nouveaux défis que,

M. Garcia Moritan (Argentine)

pourrions-nous dire, nous lance la volonté indomptable des peuples qui aspirent à la liberté et à leur développement en sociétés plus justes, où la pauvreté ne sera pas de règle.

La question à laquelle nous devons répondre dans ce cadre précis est de savoir comment et de quelle façon le schéma existant, l'ordre du jour actuel en matière de désarmement et de sécurité, correspond à notre réalité.

Nous répondons qu'il nous faut agir de façon efficace et décidée en procédant aux changements indispensables pour éviter que l'examen multilatéral des questions de sécurité ne se réduise à un écho passif des faits et événements qui se produisent en dehors de la Première Commission ou même de la Conférence du désarmement qui, pompeusement peut-être, nous ne nous laissons pas de qualifier d'"unique instance multilatérale de négociation en matière de désarmement". Et en disant cela, je me demande si notre répétition quasi mécanique de ces termes n'est pas directement proportionnelle à la perte d'influence réelle qu'ont connue ces dernières années les systèmes multilatéraux dans le domaine de la sécurité.

Heureusement, aujourd'hui, les Nations Unies voient leur prestige rehaussé. Ainsi, l'occasion se présente - ni la seule ni la dernière, mais peut-être la meilleure - d'imaginer un nouvel ordre du jour multilatéral du désarmement pour les dernières années du siècle.

L'entreprise peut sembler prétentieuse et elle le serait peut-être si elle ne répondait qu'au caprice de concevoir ex nihilo un ordre du jour et un appareil institutionnel détachés d'une nécessité concrète.

Ce que nous voulons dire simplement est que les négociateurs multilatéraux en matière de désarmement doivent, carrément et modestement, tourner la page de l'histoire, que la réalité et le monde qui nous entoure ont déjà tournée il y a déjà quelque temps et sans aucune hésitation.

M. Garcia Moritan (Argentine)

Nous devons commencer à songer à la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il y a plus de trois ans, la troisième session extraordinaire s'est terminée en laissant un goût amer dans la mesure où elle n'a pas été capable d'adopter un document final par consensus. Je n'ai pas l'intention aujourd'hui de me demander pourquoi et de revenir sur le passé, car les explications doivent être aussi nombreuses que le sont les délégations présentes dans cette salle. Je me limiterai simplement à indiquer que cet échec, à notre avis, a été un premier signe manifeste du fossé qui existe entre nos mots et la réalité. Après trois ans et demi et des centaines de réunions dans diverses instances - dont l'influence dans le domaine du désarmement pourrait être qualifiée, si je peux dire, de marginale - ce premier signe est devenu une réalité évidente que nous devrions peut-être cesser d'ignorer.

Dans quelques mois seulement, la Conférence du désarmement soumettra à l'Assemblée générale, conformément à son calendrier, le texte définitif de la convention sur l'interdiction des armes chimiques. Ensuite, il ne restera plus, au niveau multilatéral, aucune question susceptible de faire l'objet de négociations de fond.

Cela veut-il dire qu'il n'y a plus de questions qui peuvent profiter d'un examen multilatéral? Certes non.

Nous devons, par conséquent, revoir l'ordre du jour de la sécurité en essayant de déterminer les domaines qui doivent être examinés sous un angle nouveau. Dans un certains sens, cette pratique a déjà commencé dans des instances comme la Commission du désarmement des Nations Unies, dans l'exécution de sa tâche légitime : préparer les questions pour la négociation. La Commission, en s'intéressant à des questions plus pratiques, a réduit un ordre du jour qui était surchargé et qui était par le fait même voué à l'échec.

Cette tâche, que la Commission du désarmement a entreprise avec un certain succès, devrait être poursuivie par la Première Commission. En particulier, il pourrait être utile de penser à une session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui examinerait ce groupe de questions comme un tout en vue d'apporter des solutions aux problèmes des dernières années de ce siècle.

M. Garcia Moritan (Argentine)

A notre avis, il ne s'agirait pas simplement de fixer de nouvelles priorités ou de nous livrer à des joutes rhétoriques pour imposer dans le texte d'un document des engagements que les Etats ne seraient pas prêts à prendre au niveau de la véritable prise de décisions politiques. C'est là un exercice que nous connaissons déjà; nous l'avons déjà subi et nous devrions être capables de ne pas le répéter.

La tâche à laquelle nous songeons consisterait à élaborer un texte succinct, pratiquement un ordre du jour ou une liste de sujets qui pourraient être qualifiés d'opérationnels, par opposition à l'ordre du jour politique mondial qui comprend des priorités et des questions qui, pour le moment, ne semblent pas devoir se prêter à des négociations multilatérales. La teneur de cet ordre du jour opérationnel de désarmement peut être diverse, et il n'y a aucune raison d'écarter des priorités qui ne sont pas en cours de discussion. Si nous suivons ce plan, nous pouvons voir que certaines questions sont très claires.

Par exemple, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique soulève des questions qui se prêtent à n'en pas douter à un examen multilatéral. Une lecture superficielle du dernier rapport du Comité spécial sur cette question à la Conférence du désarmement fait apparaître que l'élaboration de mesures pour la protection de satellites d'utilisation non militaire va dans l'intérêt tant des puissances spatiales que de celles qui aspirent à participer à l'exploration et à l'exploitation de l'espace extra-atmosphérique.

L'application de mesures propres à accroître la confiance dans le domaine spatial a été sanctionnée pour la première fois par l'Assemblée générale il y a un peu plus d'un an par l'adoption de la résolution 45/55 B (1990). A cet égard, toute une série de possibilités nouvelles sont apparues, et nous devrions les encourager car il s'agit d'un domaine où l'activité humaine se développera énormément dans un proche avenir.

Une fois réglée la question urgente de la guerre chimique par l'adoption prochaine de la convention, il restera encore des questions en suspens sur notre liste, comme la question de la guerre bactériologique.

Bientôt, dans la foulée de la troisième Conférence d'examen tenue à Genève, un groupe d'experts se réunira pour analyser d'un point de vue scientifique et technique la viabilité de mesures possibles de vérification.

M. Garcia Moritan (Argentine)

La Conférence d'examen, dans sa déclaration finale, a indiqué que le rapport d'expert pourrait être analysé ultérieurement par les Etats Parties si ces derniers le souhaitaient. La question se pose alors de savoir s'il ne serait pas indiqué de donner un mandat à la Conférence du désarmement, vu l'expérience qu'elle a acquise dans le domaine des négociations sur la guerre chimique, pour qu'elle examine des mesures additionnelles dans le domaine des activités bioscientifiques, de nature à renforcer d'une façon ou d'une autre le régime qui, maintenant, repose uniquement sur la convention et sur des mesures nationales.

Il y a d'autres questions moins connues qui recevront peut-être un ordre de priorité plus urgent dans les années à venir. Je songe, par exemple, à la question de l'examen multilatéral d'un ensemble de règles destinées à normaliser et à canaliser les transferts de technologies à double utilisation dans différents domaines. En 1991, l'Argentine et le Brésil ont commencé à mettre l'accent sur la nécessité d'ouvrir un large débat général et impartial sur un sujet qui, jusqu'à présent, n'a pas focalisé l'attention comme il convient : la nécessité de concilier l'utilisation légitime par tous les Etats des technologies du progrès et du bien-être, et de l'accès de tous les Etats à ces dernières, avec les exigences d'un monde sûr et stable.

Il y a une autre question qui est mûre pour bénéficier de la reprise d'un examen multilatéral. L'ampleur énorme de la question du désarmement classique, même en tenant compte des caractéristiques régionales, comporte certains traits caractéristiques qui pourraient être examinés globalement. Le récent rapport du groupe d'experts sur les transferts d'armes internationaux est d'ailleurs très révélateur à cet égard.

Un autre domaine, qui jusqu'à présent n'a pas reçu toute l'attention voulue, est le lien entre le désarmement et la sécurité et l'autre grande priorité des années 90 - la protection de l'environnement. Il y a près de 15 ans, la Conférence du désarmement a donné le jour à la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles. La guerre du Golfe a prouvé que le thème de cette Convention était bien loin d'être aussi hypothétique ou irréaliste que beaucoup s'étaient empressés de le dire.

M. Garcia Moritan (Argentine)

La Convention ENMOD est-elle aussi complète qu'il le faudrait? Ses termes sont-ils suffisamment clairs pour prévenir des violations cachées, lesquelles, en définitive, sont des exemples évidents de l'utilisation néfaste des écosystèmes? Il s'agit là d'un autre domaine qui appelle une attention multilatérale.

La liste des différentes possibilités et des questions qui peuvent faire l'objet d'un examen pratique et efficace au niveau multilatéral n'est évidemment pas exhaustive. A cet égard, il serait utile que d'autres délégations, à la lumière de leurs perceptions globales et régionales ainsi que de leurs réalités individuelles, donnent leur point de vue de façon que nous convenions ensemble d'un nouvel ordre du jour qui définisse des objectifs concrets.

A notre avis, les choix sont clairs. D'une part, nous pourrions réaffirmer nos divergences dans le cadre d'un processus qui ne peut conduire qu'à une marginalisation toujours plus poussée des mécanismes multilatéraux de désarmement, dont les résultats sont imprévisibles; d'autre part, nous préférons et voudrions encourager l'élaboration conjointe d'un nouvel ordre du jour opérationnel dans le cadre de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

La séance est levée à 16 h 45.